

Aujourd'hui, le secteur de la petite enfance au Nouveau-Brunswick est uni, nous sommes sous le choc et nous ressentons de la méfiance envers le gouvernement provincial. Nous sommes unis à travers les districts comme centre de petite enfance, centre parascolaires et centre éducatifs en milieu familial. Aujourd'hui nous sommes debout et unis dans les deux langues officielles de la province.

En janvier 2018, par une initiative libérale et le ministre Kenny, le gouvernement du Nouveau-Brunswick s'est engagé à investir 28 millions pour augmenter le salaire des éducatrices ayant une formation à l'éducation à l'enfance sur un période de quatre ans. Cette initiative a été célébrée par les éducatrices à la petite enfance, le secteur et les responsables des centres. Cet engagement a été réengagé par le nouveau gouvernement et le ministère d'Éducation et Développement de la petite enfance le 22 janvier 2019.

Le 11 avril 2019, une lettre signée par Diane Lutes, Directrice des services à l'enfance du secteur anglophone et Josée Nadeau, Directrice des services à l'enfance du secteur francophone, donne une nouvelle définition d'une éducatrice ayant une formation, limitant cette subvention à moins de 10% des éducateurs/éducatrices.

« Dans le cadre de cette vision globale de l'éducation de la petite enfance, le ministère de l'Éducation et du Développement de la petite enfance annonce que, à compter du 1^{er} avril 2019, le supplément au salaire horaire augmentera de 0,75\$ l'heure et passera à 5,75\$ l'heure pour les éducateurs et éducatrices titulaires d'un diplôme de deux ans d'étude en éducation à la petite enfance ou d'un baccalauréat en éducation de la petite enfance ou domaine connexe. »

Avant l'annonce faite hier, le gouvernement encourageait et soutenait financièrement les éducateurs/éducatrices à faire le cours d'éducation à l'enfance d'un an. Pourtant, aujourd'hui ils nous disent que c'est insuffisant; ceci est alarmant. Pourquoi sommes-nous inquiets? Aujourd'hui, les éducatrices formées en petite enfance qui ont 5, 10, 15 ans et plus d'expérience ne vont plus qualifier pour la hausse de 0,75\$ l'heure promise. Nous nous levons debout pour ces éducateurs/éducatrices et toutes les éducateurs/éducatrices formées de la province. Plus inquiétant encore, notre secteur est en crise puisque nos éducateurs qui ont une formation en petite enfance sont attirés aux secteurs connexes de soins aux enfants où ils sont reconnus avec un salaire pouvant atteindre 26,00\$ l'heure. Janice Sutherland de Home with a Heart a dit « cette nouvelle va agrandir notre handicap comme industrie, en date d'aujourd'hui il va être difficile et presque qu'impossible de retenir nos éducateurs/éducatrices ayant une formation ». Melody Munroe de Wee College a commenté que « le gouvernement conservateur a un but d'être pleinement transparent mais il a surpris des éducateurs et éducatrices entièrement aveuglés. »

Cette annonce est trompeuse, et encore une fois ce sont les éducateurs/ éducatrices en première ligne qui vont ressentir les répercussions. Ensemble nous devons faire face à une de deux situations. Est-ce que nous avons affaire avec un gouvernement progressiste-conservateur qui trouve une façon trompeuse pour réduire le financement accordé et ainsi échappant à leur engagement? Ou bien avons-nous affaire à des fonctionnaires du gouvernement qui ne sont pas transparent dans le partage d'information de notre secteur et nos difficultés aux élus. Est-ce que le ministre Cardy a été mal informé par le département? L'investissement de 1 million\$ avec 0,75\$ l'heure pour les cours de 2 ans touchera seulement 10% de nos éducateurs/éducatrices.

D'une façon ou l'autre, nous devons soutenir nos éducateurs/éducatrices qui sont essentiel(le) pour rencontrer nos exigences de l'entente bilatérale entre le gouvernement provincial et fédéral. Le gouvernement promet aux familles des services aux enfants accessibles, abordables et inclusifs, mais il doit comprendre que pour ce faire ils doivent reconnaître la valeur des éducateurs et éducatrices à la petite enfance. Nous ne doutons pas que l'entente bilatérale va échouer sans le support du secteur.

Des rencontres ont lieu à travers la province pour les éducateur/éducatrices, administrateurs et responsables pour exprimer leurs inquiétudes et pensées afin de solidifier une démarche à prendre pour aller de l'avant. Pour le moment nous n'avons pas eu une réponse du gouvernement face à notre désarroi envers leur changement brusque de politique envers la formation et les qualifications. Nous demeurons ouverts à toute discussion qui pourrait réparer cette crise imminente.

Jean Robinson
President
ECCENB-SEPENB